

En ouverture

Le climat est un facteur d'injustice sociale

Entretien avec Nicolas Hulot¹

1. Cet entretien avec Nicolas Hulot, envoyé spécial du président de la République pour la protection de la planète et président-fondateur de la Fondation Nicolas Hulot, a eu lieu le 15 janvier 2015.

»»» ***La France accueille cette année la 21^e conférence pour le climat (COP21). Quels en sont les enjeux ? Diriez-vous qu'il y a urgence à se mettre d'accord ?***

««« Le terme d'urgence est même dépassé car l'urgence précède la crise et la crise est déjà là. Je veux simplement rappeler que la crise climatique affecte déjà des centaines de milliers de vies. Elle contraint au déplacement en moyenne 23 millions de personnes chaque année. C'est six fois plus que les déplacements dus aux conflits. Nous sommes déjà dans la crise climatique. Donc le choix de l'humanité consiste à savoir si l'on va pouvoir contenir ces phénomènes et notamment pour éviter qu'ils ne deviennent irréversibles. C'est l'objectif de la conférence de Paris : obtenir un accord qui permette de contenir le changement climatique à 2 °C parce qu'au-delà de 2 °C dans le siècle, la température, quoi que l'on fasse ensuite, continuera de grimper. C'est ce que disent les scientifiques. À partir du moment où le phénomène deviendra irréversible, de manière asymptotique, quelles que soient notre énergie et notre volonté, nous risquons d'être démunis devant ses conséquences qui seront également, évidemment, irréversibles. En l'état actuel de notre économie et de nos technologies, un accord sur 2 °C demande des engagements très forts et des économies très fortes, mais c'est encore à notre portée.

Paris est un moment de vérité car il faut bien comprendre que c'est l'aboutissement de la somme de conférences qui l'ont précédée et qui avaient pour but notamment de préparer ses modalités, ses objectifs. 195 États sont mis à contribution. 195 États doivent s'entendre sur un accord juridiquement contraignant. C'est le mandat des Nations unies, comme décidé notamment à Durban.

»»» ***Est-ce que l'engagement de contenir le changement climatique à 2 °C est crédible ?***

««« La question ne peut même pas se poser. Si l'on se met du côté des victimes, ce n'est pas crédible, c'est un impératif. Mais comme le dit très bien Jean Jouzel, vice-président du Giec, l'équation se résume à renoncer à plus de deux tiers des énergies fossiles facilement accessibles sous terre. Or je dis souvent que nous n'avons pas été, notamment les pays industriels, habitués à renoncer. Surtout pas à renoncer à des ressources qui nous tendent la main. Depuis cent cinquante ans, nous avancions avec deux principes. Un principe technologique : tout ce que nous pouvions développer, on le développait. Un principe économique : tout ce que l'on pouvait se payer, on se le payait. La question du sens venait éventuellement après ou ne venait pas. Mais utiliser aujourd'hui des énergies fossiles ne fait pas sens par rapport aux contraintes, donc il va falloir que l'on opère un changement de logiciel, que l'on fasse des choix. Renoncer, c'est facile quand il y a des alternatives. C'est envisageable une fois que l'on a répondu aux besoins essentiels des populations : l'accès aux soins, à la nourriture, à l'éducation. Mais c'est irrecevable tant que l'on n'a pas réglé les problèmes prioritaires. Donc cette tâche est difficile.

En même temps, et c'est pour cette raison que l'on ne peut pas tergiverser sur cet objectif, il faut bien comprendre que le phénomène climatique est un facteur multiaggravant, qui ajoute de la misère à la misère, de la souffrance à la souffrance, de l'injustice à l'injustice et de l'inégalité à l'inégalité. C'est aussi parfois un facteur déclenchant de conflits, comme nous l'avons observé ces dernières années. Les deux exemples les plus probants sont le conflit syrien et le conflit du Darfour. La désertification en Syrie a

été aggravée par les changements climatiques. En conséquence, les rendements agricoles ont chuté de plus de 80 % et 60 % des troupeaux ont été déci-més. Cela a constraint plus d'un million de personnes à passer du Nord de la Syrie au Sud-Est de la Syrie et c'est du Sud-Est de la Syrie qu'est partie la rébellion syrienne. Ce n'est pas « le changement climatique » qui est à l'origine de la rébellion syrienne, mais il a été un catalyseur. Au Darfour, un changement climatique a tué des centaines de milliers de personnes et constraint des éleveurs nomades au déplacement, parce qu'un degré d'élévation de la température a tendu encore davantage le partage des pâturages. Ces éleveurs sont alors entrés en conflit territorial avec des pasteurs sédentaires. C'est ce qui a mis le feu aux poudres. Il faut bien comprendre que le changement climatique est un sujet majeur qui ne peut qu'amplifier des phénomènes déjà à l'œuvre. Contenir ce changement n'est donc pas une option, c'est une obligation.

La conférence de Paris doit être le moment où nous allons passer des intentions, maintes fois exprimées, à leur réalisation. Cela exige des outils institutionnels, technologiques et surtout financiers et économiques. C'est sur ce plan que se jugera la légitimité, la crédibilité, l'efficacité de l'accord de Paris.

»»» ***Où en est l'accord actuellement ?***

««« Pour l'instant, la première étape est que chaque pays mette sur la table ses propres engagements. Il faut donc attendre. C'est un peu affreux à dire, mais chaque État attend de savoir ce que l'autre va faire, comme dans une partie de poker où chacun attend de voir le jeu de son adversaire. Les deux émetteurs les plus importants de gaz à effet de serre, que sont la Chine et les États-Unis, ont attendu Brisbane, au G20,

pour prendre un premier engagement. Celui-ci n'était pas à la hauteur des enjeux mais c'est une première contribution qui va permettre, dans la foulée, avant mars pour certains États et novembre pour d'autres, d'avancer également leurs contributions. Nous n'en connaissons donc pas la dimension pour le moment.

La grande difficulté, c'est de rétablir la confiance avec les pays du Sud, qui sont, je le rappelle, les premiers impactés. C'est-à-dire qu'ils subissent une double peine : ils n'ont pas été associés au développement dû notamment à des énergies fossiles ou à des ressources qui étaient souvent situées dans leur propre pays. Et ils subissent maintenant de plein fouet le contrecoup imprévisible mais réel de notre propre développement. 1 % d'élévation de la température dans la bande sahélienne, cela a des conséquences beaucoup plus graves que dans des régions tempérées. Ces pays en ont conscience et formulent légitimement deux demandes. La première est qu'on les aide à se développer, si possible sans passer par les énergies fossiles. Cela nécessite un accès à bas coût aux énergies propres. Leur seconde demande est d'avoir les moyens de s'adapter au changement climatique déjà à l'œuvre.

Toutes les promesses qui ont été faites en réponse à ces deux demandes n'ont jusqu'ici pas été tenues. Simplement parce que l'on entretient une forme de malentendu que je considère comme une mystification : on promet de l'argent, des sommes colossales. À Copenhague, il devait y avoir des « *fast start* », c'est-à-dire, tout de suite 10 milliards et à terme 100 milliards par an. Nous promettons de l'argent que nous n'avons pas ! C'est-à-dire que l'on se dit « pays riches », ce que nous sommes certes, mais l'on est riche aussi de nos dettes. Ces sommes-là ne seront pas réalisées dans les mécanismes financiers

ou budgétaires existants. D'où la nécessité, ou du moins la priorité, de travailler sur des financements innovants. Si l'on veut rétablir la confiance, il faut expliquer aux pays du Sud à partir de quelles sources de financement on va réaliser ces promesses. Et c'est là que redevient pertinent tout un chapelet d'outils, de financements innovants qui sont dans l'air du temps depuis longtemps, que l'on sort et qu'après l'on enterre, au premier rang desquels la taxe sur les transactions financières, mais aussi d'autres instruments comme la taxe carbone, les droits à tirage spéciaux. On pourrait également envisager de basculer les 650 milliards de dollars que nous accordons aux énergies fossiles chaque année vers les énergies renouvelables.

Le financement est le nerf de la guerre et c'est pour moi la priorité. Si l'on parvient à fédérer un groupe de pays qui s'engagent dans cette voie, cela peut être un élément très positif pour le succès de Paris. Mais il faut comprendre qu'actuellement, chaque État est encore dans la posture de faire valoir sa propre vision, sa propre « responsabilité ». Cela renvoie à la notion onusienne de responsabilité partagée mais différenciée. Chacun vous explique, en vous regardant droit dans les yeux, combien il est peu responsable. Les États-Unis vous disent que maintenant, c'est la Chine le premier émetteur de gaz à effet de serre. La Chine vous répond que le principal responsable reste les États-Unis car chez eux, l'émission par habitant est quatre fois plus importante qu'en Chine. L'Inde va vous expliquer ceci puis la Bolivie va vous expliquer cela, etc. Notre rôle, c'est de rendre tous ces arguments obsolètes sur un plan global. C'est de dire que, de toute façon, quelles que soient nos responsabilités propres, on sera tous gagnants ou tous perdants. Évidemment on ne va pas demander

les mêmes efforts au Bangladesh ou au Niger qu'à l'Europe ou aux États-Unis mais il faut quand même que chacun prenne sa part de responsabilité. Cela explique le fait que la conférence de Paris soit une échéance cruciale et excessivement complexe.

››› ***L'enjeu de la conférence est donc de définir et de partager les responsabilités ? Comment en est-on arrivé là ?***

La crise est là depuis longtemps.

Qu'est-ce qui a bloqué jusqu'ici ?

***** Ce qui a bloqué, c'est le fait que le problème à l'origine de cette situation ait été la solution pendant cent cinquante ans. C'est-à-dire, un modèle économique qui a prospéré, notamment et principalement grâce à l'utilisation des énergies fossiles. Il faut bien comprendre qu'à partir du moment où ce qui a été la solution (pour une partie du monde seulement, tout le monde n'a pas profité de l'aubaine) devient le problème, chacun est pris de court. Ajoutez à cela que ceux qui ont profité de la prospérité de ces énergies fossiles, certains groupes industriels par exemple, n'ont évidemment pas intérêt à ce que l'on sorte d'une économie carbonée. Donc ils se sont parfois – souvent – organisés pour retarder l'échéance, ou même pour semer le doute. Nous savons très bien qu'un certain nombre de groupes de pression ont fait partie de ceux qui ont diffusé ce que l'on a appelé le « climat-scepticisme. »

Deux questions se sont ainsi transformées en verrous pendant plusieurs années. La première était : « Est-on sûr de la responsabilité humaine du changement climatique ? ». Tant que ce doute perdurait, cela retardait la décision parce que les investissements et remises en cause de notre modèle nécessitaient que l'on soit bien sûrs de nous. Ce doute est

désormais tranché. Il n'y a pas un État qui conteste les travaux du Giec. J'insiste, car il y a toujours des groupes qui le contestent. Le deuxième verrou était, pour employer une expression triviale : « *So what?* ». Comment peut-on faire autrement ? Et là nous n'avons pas forcément été, même à Copenhague, très clairs sur ce point. Parce que les technologies n'étaient pas à ce point développées, parce que la contrainte n'est pas à ce point intégrée, l'innovation ne se mettait pas en marche. Maintenant, les outils sont là. Mais ils sont là à petite échelle. Donc les coûts sont importants. Il va falloir à présent que les investisseurs, privés ou publics, nous permettent de changer d'échelle pour diminuer les coûts. C'est à Paris que ce basculement doit s'opérer.

***>>> Ce que vousappelez,
c'est donc une révolution technologique ?***

***** Une révolution technologique, énergétique, économique et également démocratique. Nous avons en effet dans nos sociétés un invité surprise, c'est le futur. Cela signifie que le long terme s'invite, pour la première fois, dans l'histoire de l'humanité, dans nos décisions. Or quand il faut combiner les impératifs du court terme avec les enjeux du long terme, c'est beaucoup plus difficile que quand il faut simplement s'occuper du court terme. Nous allons donc devoir adapter nos démocraties car actuellement nous pilotons dans l'urgence et l'urgence ne permet absolument pas d'intégrer la notion du long terme.